

Le nombre des harraga en hausse

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4319 - Mercredi 8 novembre 2017 - Prix : 10 DA

Attaque contre Ryadh

**L'Algérie condamne
«avec la plus grande
fermeté»**

Page 24

Marché des fruits et légumes

Les prix se maintiennent à des niveaux élevés

Page 2

Stratégie de la tension

Par Mohamed Habili

Au vu de la tension qui monte sans cesse, qui plus est à une cadence accélérée depuis quelque temps, entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, la question qui se pose désormais ce n'est plus de savoir si une nouvelle guerre se prépare au Golfe, mais quand va-t-elle éclater. Dans le court, le moyen ou le long terme ? Bien entendu, il n'est pas possible de répondre à cette question. Le seul qui puisse le faire à la rigueur, c'est celui des camps en présence qui prendra la responsabilité de la déclencher. Or il est possible qu'il ne le sache pas encore lui-même. N'empêche, une chose semble d'ores et déjà certaine : ce ne sera pas l'Iran qui le premier ouvrira le feu. Pas plus que ce ne fut lui qui déclencha la première guerre du Golfe, celle qui opposa l'Irak de Saddam à l'Iran de Khomeiny. Ce n'est pas lui qu'on voit pour le moment fulminer, se poser en victime des entreprises de déstabilisation fomentées par l'autre camp, parler de briser l'encerclement dont il serait l'objet par ses soins. La démission de Saad Hariri faite depuis Riyad, motivée pour l'essentiel par le fait que le Hezbollah serait déjà en guerre contre l'Arabie Saoudite, relève d'autant plus clairement de la stratégie de la tension que personne ni au Liban ni ailleurs ne l'a vue venir. Elle n'aurait pris personne au dépourvu, et surtout elle aurait été annoncée à Beyrouth si elle découlait d'une crise politique purement libano-libanaise. Cela ne veut pas dire pour autant que l'Iran est quant à lui innocent, que lui n'agit depuis le début que dans le sens opposé, celui de la désescalade.

Suite en page 3

Vienne/Conférence des Etats parties à la Convention contre la corruption

Anticorruption, l'Algérie décidée à poursuivre ses efforts

De notre envoyé spécial à Vienne, Nadjib Stambouli.



C'est dans une atmosphère studieuse, propre aux rencontres internationales consacrées à des problèmes majeurs, que la 7^e Conférence des Etats parties à la Convention des Nations unies contre la corruption s'est poursuivie hier au Centre International de Vienne.

Lire page 3

Accusés du vol de plus d'un milliard de centimes

Deux individus arrêtés dans la capitale

Page 4

Bilan du Salon international du livre d'Alger

Le commissaire souligne l'impossibilité des statistiques

Page 13

Energie Sonatrach œuvre à optimiser les capacités nationales de gaz

ABDELMOUMENE Ould Kaddour, président-directeur général du groupe Sonatrach, a indiqué, avant-hier, à l'issue de ses visites à Hassi Rmel et Hassi Messaoud, que la compagnie pétrolière nationale œuvre à optimiser les capacités de production nationale de gaz, d'autant que l'Algérie s'est engagée, au titre de l'accord Opep non-Opep, à réduire sa production pétrolière.

A ce titre, à Hassi Rmel, Ould Kaddour déposant la première pierre du projet boosting phase III, destiné à accompagner la déplétion naturelle du gisement, a insisté sur l'impératif de respecter les délais mais aussi les coûts de réalisation. A ce sujet, déplorant que «tous les projets visités sans exception, ont accusé des retards», il avertira que Sonatrach ne peut pas se permettre des retards en termes de délais, coûts et qualité. Et pour cause, soulignant que beaucoup reste à faire pour Sonatrach sur ces trois volets, il préviendra que «le monde traverse des changements importants, et si on n'arrive pas à suivre ces changements, on sera dépassé». Aussi, a-t-il insisté sur la nécessité de recourir aux entreprises filiales du groupe dans la réalisation des projets.

A Hassi Messaoud, M. Ould Kaddour a visité le complexe industriel Sud (CIS), un champ qui produit une quantité de gaz associés d'environ 60 MMS m³ par jour dont 53 MMS m³ par jour traités au niveau des unités GPL du CIS ET ZCINA. Dans le but de valoriser au plus les gaz produits, l'activité exploration-production, à travers la Direction générale Hassi Messaoud, a initié un projet de deux millions de dollars qui permettra d'injecter dans le réseau du gaz de vente une quantité traitée d'environ 20 MMS m³/J à partir du complexe industriel Sud. Ce projet a été lancé en septembre 2017. Ces projets gaziers, faut-il le signaler, devront permettre au Groupe Sonatrach d'honorer ses engagements avec ses partenaires étrangers en matière d'exportation de gaz naturel. «Nous pouvons honorer nos engagements dans les contrats avec les partenaires extérieurs en matière de livraison de gaz naturel.

Nous y travaillons et il n'y a aucune crainte là-dessus», avait-il signalé en octobre dernier, lors d'une visite dans la wilaya d'Adrar.

Maïssa B./APS

Démantèlements de réseaux de passeurs

Le nombre des harraga en hausse

■ Le nombre de harraga algériens en partance pour l'Europe a explosé. Des réseaux mafieux de passeurs se constituent en Algérie pour les aider à fuir le pays. Lundi passé, les services de police de Sidi Bel-Abbès ont démantelé un réseau composé de 4 passeurs dans le cadre de la lutte contre l'émigration clandestine, selon la sûreté de wilaya.

Par Louiza Ait Ramdane

Le phénomène de l'émigration clandestine a pris de l'ampleur. Depuis quelque temps, il s'est accentué. Il touche désormais toutes les catégories d'âge, de genre et de conditions sociales. Le plus inquiétant est que cette émigration se fait de plus en plus en famille. Des vidéos circulent sur les réseaux sociaux où l'on peut voir des jeunes et des moins jeunes braver la grande bleue, mais aussi des femmes accompagnées de très jeunes enfants. Il y a quelques jours, une mère, originaire de Mostaganem, a décidé, en compagnie de ses quatre enfants, de prendre une embarcation de fortune pour rallier la rive nord de la Méditerranée. Selon la sûreté de wilaya de Sidi Bel-Abbès, un réseau composé de 4 passeurs a été démantelé. Les membres du réseau, dont l'âge oscille entre 21 et 30 ans, s'approprièrent à embarquer 15 candidats à l'émigration clandestine, a-t-on indiqué à la cellule de communication de la sûreté de wilaya, précisant que l'embarcation et son moteur, achetés par les candidats à l'émigration clandestine eux-mêmes, ont été saisis.

Selon la même source, cette opération, la première du genre à l'échelle locale traitée par les services de police de Sidi Bel-Abbès, a été effectuée sur la base d'informations faisant état de mouvements suspects d'un groupe d'individus qui œuvraient à attirer un plus grand nombre de



harraga. La brigade criminelle de la Police judiciaire a réussi à identifier les personnes impliquées dans cette affaire, avant de procéder à leur arrestation avec la saisie de l'embarcation qui était cachée dans le domicile d'un des membres du réseau incriminé, a-t-on ajouté.

Lors de l'enquête, 17 personnes interpellées, en majorité des jeunes, ont avoué avoir versé de l'argent aux membres du réseau pour l'achat de l'embarcation et du moteur, a-t-on fait savoir. Ce fléau qui reflète, à la

fois, la mal vie, la pauvreté, le sentiment d'exclusion, le manque de perspectives d'amélioration des conditions de vie, le bien-être, la découverte d'autres horizons, est un facteur déclenchant qui poussent ces Algériens à affronter la mer, à prendre des risques pour rejoindre l'Espagne, l'Italie, la Grande-Bretagne, la France ou alors la Suisse. Auparavant, la France était la destination la plus prisée par les harraga, aujourd'hui la donne a changé de même que le lieu d'embarque-

ment. Les forces navales et la gendarmerie assurent une surveillance permanente des côtes ouest, notamment Oran, Tlemcen, Mostaganem, et sur la côte est, à savoir Annaba, et une surveillance renforcée notamment sur les ports isolés. De par le passé, l'Algérie était un pays de passage, aujourd'hui il est fournisseur d'émigrants clandestins. Malgré le dispositif sécuritaire renforcé sur les côtes algériennes, les harragas arrivent toujours à s'embarquer facilement. **L. A. R.**

Marché des fruits et légumes

Les prix se maintiennent à des niveaux élevés

Les prix sont en constante augmentation et le marché des fruits et légumes n'échappe malheureusement pas à ce qui est visible devenu une règle, et ce, au grand désarroi des petites bourses. En effet, la mercuriale connaît, ces dernières semaines, une hausse affolante. Pour ne pas déroger à la règle, commerçants et autres intermédiaires se font un plaisir de saigner à blanc le pauvre citoyen. Ceux qui ont fait leur marché récemment ont certainement constaté cette flambée. Les arguments avancés par les vendeurs sont les prix élevés à l'achat chez les grossistes en cette période de l'année. Certains marchands mettent en exergue le fait qu'«ils souffrent de l'intervention des spéculateurs et des intermédiaires en les obligeant à acquérir leur marchandise à un prix fixé après entente avec les grossistes». Au final, c'est le consommateur confronté à cette hausse qui doit gérer afin de ne pas trop esquinter sa bourse. En dépit des plans échafaudés par les pouvoirs publics pour contrecarrer cette flambée, la hausse vertigineuse, particulièrement des produits agricoles, est toujours là. Tout un arsenal d'outils pour prévenir ces fluctuations des prix, et

pourtant ces derniers continuent de jouer au yoyo. Les tarifs des produits agricoles affichés sur les étals hier donnent froid dans le dos, et face à cette situation les consommateurs n'ont de cesse de se plaindre. Mais en dépit de cela, ils achètent. «On n'a pas le choix», nous a confié un père de famille. Une tournée à travers les marchés renseigne suffisamment sur l'état d'esprit des citoyens. Sans surprise, les Algériens sont réellement inquiets, voire désemparés. Les prix sont vraiment hors de portée de la bourse moyenne. Pour de nombreux consommateurs cette spéculation est due au manque de régulation du marché. Ils demandent à l'État de prendre ses responsabilités pour permettre aux ménages de survivre. De nombreux chalandes rencontrés ont exprimé leur mécontentement à l'égard de ces prix, expliquant ce fait par la spéculation et le monopole exercés par certains détaillants en l'absence d'un contrôle et d'un suivi des marchés de gros et des chambres froides, notamment. Ainsi, la pomme de terre a été cédée hier jusqu'à 90 DA le kilo dans la majorité des marchés et rares étaient les marchands qui la proposaient à 70 ou 80 DA. Les prix des fruits et

légumes ont tous augmenté, mais les prix de la pomme de terre ont presque doublé. Ce tubercule réputé être le légume du pauvre est, désormais, inaccessible pour les petites bourses. Quant à la tomate, elle ne descendait pas sous la barre des 140 DA/kg et la laitue était cédée à 140 DA. Les navets et les carottes étaient vendues entre 90 et 100 DA/kg. La même fourchette de prix était maintenue du côté des marchands ambulants. Leurs prix ne différaient pas de ceux affichés sur les ardoises exposées dans les marchés. Le citron, dont le prix était maintenu entre 450 et 500 DA/kg, est devenu ainsi un produit de luxe. L'oignon, incontournable légume pour les ménagères, était proposé à 80 DA/kg. Les haricots verts à 150 DA, les poivrons entre 120 et 140 DA et les courgettes à 140 DA. Le chou-fleur à 170 DA le kilo et les aubergines à 100 DA. Pour ce qui est des fruits de saison, il faut dire que cette année le marché enregistre une large disponibilité mais les prix restent élevés et hors de portée pour la majorité des ménages. Ainsi, la banane était cédée entre 320 et 350 DA le kg, les raisins à 250 DA, les poires entre 180 et 200 DA et les pommes à 200 DA. **Meriem Benchaouia**

Vienne/Conférence des Etats parties à la Convention contre la corruption

Anticorruption, l'Algérie décidée à poursuivre ses efforts

■ C'est dans une atmosphère studieuse, propre aux rencontres internationales consacrées à des problèmes majeurs, que la 7^e Conférence des Etats parties à la Convention des Nations unies contre la corruption s'est poursuivie hier au Centre International de Vienne.

De notre envoyé spécial à Vienne, Nadjib Stambouli

Les délégués de nombreux pays de tous les continents, parmi les 183 qui ont adhéré à ladite Convention, se sont relayés à la tribune pour informer sur l'apport et contribution locaux aux recommandations émises par les précédentes sessions. Jamais, de mémoire de journaliste, le mot fléau, qualifiant la corruption, n'a autant de fois été usité et entendu que lors de ces interventions. C'est dire l'ampleur des dégâts et ravages causés par la corruption sur les sociétés, impactant négativement, voire réduisant à néant pour certains pays très pauvres, les chances de développement. Il n'est donc pas un hasard si aucune intervention n'a éludé le point nodal qu'est le recouvrement des avoirs volés ou détournés et transférés vers l'étranger. Autour de cette question s'articulent des enjeux de fonds, mettant aux prises, par positions interposées, deux grands blocs, celui du groupe des 77 plus Chine aux résolutions duquel s'associe l'Algérie d'une part, et de l'autre les puissances financières où est déposé cet argent, que les pays détenteurs ne veulent pas restituer, voire en demandant une quote-part. L'autre grand axe abordé par les différents délégués lors de ces travaux, est relatif à l'examen des pays par les pairs, dit du premier ou deuxième cycle. Il s'agit d'un



mécanisme par rotation, chaque pays examine ou examineur étant tiré au sort. Des délégués procèdent alors dans le pays examiné à une inspection et établissent un rapport détaillé sur le dispositif législatif anticorruption de tel pays ainsi que les organes assignés à cette mission. Ce mécanisme onusien, contrairement à d'autres processus de contrôle, comme celui de Transparency par exemple, n'établit pas de classement, ce qui fait que même les pays qui ont des lacunes et insuffisances n'hésitent pas à se soumettre à cet examen. Ce mécanisme, qui jouit de la crédibilité onusienne, combine auto-évaluation et évaluation par les pairs. Il est aussi transparent et non intrusif, au sens où il ne s'ingère pas dans les

affaires internes du pays examiné. C'est justement dans de telles rencontres internationales, au vu des acquis mais aussi des lacunes enregistrés dans les autres pays, que l'on mesure les immenses pas franchis dans ce domaine par l'Algérie. Le ministre de la Justice, Tayeb Louh, lors de son allocution, précise et concise, au premier jour de la conférence, a donc affiché une légitime fierté en rappelant que les résultats du rapport de l'examen du premier cycle sur notre pays sont rendus publics sur les sites gouvernementaux et celui de l'ONUDD. Notre pays a été tiré au sort pour être examiné par le Niger et la Lettonie et l'évaluation a eu lieu en mai 2013, mettant en exergue les bonnes pratiques en la matière dans notre pays. Parmi ces

dernières, il a été relevé, entre autres, les dispositions pour enquêter et poursuivre des hauts fonctionnaires accusés de corruption, la protection pénale des fonctionnaires de la justice contre le délit d'entrave à la justice, ainsi que le caractère imprescriptible des poursuites dans les cas de corruption où le produit du crime a été transféré à l'étranger. Ce même examen par les pairs a établi des recommandations, dont le suivi par l'Algérie a abouti notamment à l'amendement du code pénal, en y introduisant un chapitre dédié à la protection des témoins, experts, victimes et dénonciateurs des actes de corruption. Le deuxième cycle d'examen consacré à notre pays aura lieu en 2018 et une cellule, présidée par le ministre de la Justice, (ce qui révèle sa totale implication dans ce registre anti-fraude), s'attelle déjà à préparer ce rendez-vous, qui portera sur la prévention et sur le recouvrement des avoirs. En somme, l'on voit que si en matière de législation, l'Algérie est «aux normes» et est même en avance, il n'en est pas de même du niveau exécutif, autrement dit de l'application. La balle est donc dans le camp du suivi des déclarations de patrimoine et des institutions telles que l'IGF, le Centre national de répression de la fraude et autres organes dont il est attendu d'être au niveau des progrès enregistrés sur le plan juridique et légal.

N. S.

Les chefs des partis à leurs candidats

«Pas de fausses promesses aux citoyens»

«**P**rônez un discours réaliste et évitez les fausses promesses aux citoyens». Tels ont été les conseils des leaders et chefs de partis politiques qui ont exhorté leurs candidats à faire montre de responsabilité dans le choix de leurs futurs représentants aux APC et APW. Les leaders des partis politiques avertissent leurs candidats des fautes à ne pas refaire, sachant que les fausses promesses sont la cause principale de la rupture de la confiance entre citoyens et politiques. Dans ce sens, le secrétaire général du FLN, Ould Abbès, a appelé à Alger les candidats de son parti à développer un «discours réaliste, loin des fausses promesses». Il a assuré que son

parti demeurera fidèle aux principes de la Déclaration du 1^{er} Novembre 1954. Le président du parti El Fajr El Jadid, Tahar Benbaibech, a abondé dans le même sens à l'occasion d'un meeting populaire dans la wilaya de Ain Defla, d'où il a appelé les militants de son parti et les Algériens à participer en masse aux prochaines élections, les mettant en garde contre toutes formes de boycott ou d'abstention qui pourraient être exploitées par des parties prônant l'immobilisme. Dans le même sillage, le président du parti El Karama, Mohamed Benhamou, a mis l'accent sur la cohésion sociale et la paix qui sont des éléments fondamentaux pour la

concrétisation d'un développement local durable. Benhamou a précisé que ce développement ne peut se faire qu'avec des Assemblées locales fortes et cohérentes. Idem pour le président du Front El-Moustakbal, Abdelaziz Belaid, qui a affirmé, à partir de M'sila, que son parti accordait une importance particulière à la commune, laquelle représente le noyau essentiel de l'Etat et œuvre en même temps à la transformer d'une simple institution administrative en un espace démocratique. Belaid a ainsi plaidé pour l'élargissement, en matière de gestion, des prérogatives des APC afin de les mettre à l'abri de l'hégémonie de l'Administration. Le même dis-

cours a été développé à Boumerdes par le président du MPA, Amara Benyounés, quand il a appelé à la consolidation des prérogatives des élus locaux à travers l'amendement du code électoral. Pour Benyounés, il est impératif pour les élus locaux de recouvrer leurs prérogatives afin qu'ils redeviennent les premiers magistrats au niveau de leurs communes ou wilayas respectives de manière à rétablir l'équilibre entre les attributions des élus et de l'Administration. De son côté, la secrétaire générale du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune, a axé son discours sur le volet social à l'occasion d'un meeting populaire animé à Chlef, plaidant en faveur du retour des aides et subventions aux Communes, ainsi que l'institution d'une taxe à 100% sur l'activité professionnelle. Le secrétaire général du Mouvement Ennahda, Mohamed Douibi, qui représente l'Alliance Ennahda-Adala-Bina, a appelé de Guelma les citoyens à «contribuer à l'assainissement de la commune des profiteurs et de la corruption», les exhortant à brandir le slogan «nous vous élisons

LA QUESTION DU JOUR

Stratégie de la tension

Suite de la page une

Il faut être au moins deux pour envenimer une relation. Deux pour créer les conditions de la guerre, que celle-ci finisse par éclater ou non. Les tirs de missiles effectués par l'Iran peuvent n'avoir d'autre but que celui de dissuader ceux qui menacent ouvertement de l'attaquer, c'est-à-dire Israël et les Etats-Unis. Il n'en reste pas moins qu'ils sont perçus comme autant de provocations par l'Arabie Saoudite, ainsi que par d'autres Etats du Golfe. L'aide des Iraniens aux Houthis, en guerre contre l'Arabie Saoudite, est un de ses autres griefs. S'il n'y avait qu'elle pour se sentir menacée par l'Iran, le risque d'une nouvelle guerre du Golfe resterait faible cependant, quoi qu'elle fasse pour la rendre possible. Or elle n'est pas seule à vouloir s'en prendre militairement à l'Iran sans plus attendre. Israël depuis un certain temps déjà, et maintenant l'administration Trump, semblent n'attendre que l'occasion de passer à l'action. S'ils ne l'ont pas encore fait, c'est parce qu'ils ne sont toujours pas parvenus à isoler l'Iran, dans sa région et dans le monde, comme l'a prouvé dernièrement l'attachement des puissances autres que les Etats-Unis à l'accord sur le programme nucléaire iranien. C'est la conjonction d'intérêts de l'Arabie Saoudite, d'Israël et des Etats-Unis, qui menace à nouveau le Golfe d'embrassement. Toutefois c'est à l'Arabie Saoudite que semble avoir échoué le rôle de faire monter la pression. Plus encore, de fournir le prétexte d'une guerre qu'elle sait déjà ne pas devoir assumer seule si elle venait à éclater. Ce rôle ne peut être dévolu à Israël, un Etat isolé dans son environnement, dont l'hostilité envers l'Iran est contreproductive, autant dire par définition. Il ne peut être tenu par les Etats-Unis, qui ne peuvent agir nulle part dans le monde sans que les Russes et les Chinois s'en mêlent aussitôt pour contrarier leurs intentions, à plus forte raison dans cette partie du monde. Il n'y a que l'Arabie Saoudite qui soit plus ou moins crédible dans ce rôle de fourrier d'une guerre qu'elle semble croire nécessaire pour sa prépondérance dans la région. M. H.

et nous vous jugeons, lors des prochaines élections locales». Il a également appelé ses militants à aller voter en masse le jour du scrutin en faveur des candidats intègres. Le président du Front national algérien FNA, Moussa Touati, a affirmé qu'«il nous incombe à tous d'œuvrer à la valorisation et au contrôle des ressources et des richesses de l'Algérie, que ce soit le pétrole, le gaz, l'or ou les autres sources énergétiques et minières, et de les préserver pour les générations futures».

Thinine Khouchi

Les sourds-muets :

Catégorie marginalisée par les élus locaux

LES SOURDS-muets rencontrent de grandes difficultés pour communiquer avec les élus locaux en l'absence d'agents maîtrisant le langage des signes, seul moyen pour faire part de leurs préoccupations quotidiennes et de leurs doléances, indique-t-on auprès de plusieurs associations de défense des droits de cette catégorie de la population. Ces personnes aux besoins spécifiques se sentent marginalisées et ignorées lorsqu'elles ne peuvent pas communiquer avec les élus des Assemblées populaires communales pour faire part de leurs préoccupations et problèmes, a constaté la secrétaire générale de l'association d'apprentissage du langage des signes, «Tawasoul», activant à Oran. APS

Selon une enquête-sondage de l'ONS

Les activités commerciales en baisse au 2^e trimestre 2017

■ L'activité commerciale au deuxième trimestre 2017 a connu une baisse alors que les prix d'acquisition des produits sont jugés plus élevés, indique une enquête-sondage d'opinion menée par l'ONS auprès d'entreprises commerciales.

Par Assia H.

Cette baisse d'activité a été plus prononcée chez les détaillants, notamment dans le commerce des combustibles et lubrifiants et des machines et matériaux d'équipements. L'éloignement et la dispersion des centres d'approvisionnements, la lenteur des formalités d'acquisition de marchandises et l'indisponibilité des produits restent les principales contraintes qui pèsent sur l'activité. Plus de 61% des grossistes et près de 15% des détaillants interrogés se sont approvisionnés auprès du secteur privé uniquement, essentiellement ceux des textiles et des produits de la catégorie Droguerie, Quincaillerie, Appareil Electroménager et Parfumerie (DQAEMP) et des machines et du matériel d'équipement. Mais près de 38% des grossistes et plus de 63% des détaillants se sont approvisionnés auprès du secteur public et privé à la fois, particulièrement ceux de l'agroalimentaire et de la matière première et demi-pro-



Photo: R. besoins exprimés selon l'opinion de plus de 68% des grossistes et de plus de 71% des détaillants enquêtés. D'autre part, la plupart des commerçants grossistes et détaillants enquêtés s'est dite satisfaite de la qualité et du conditionnement du produit. Selon l'opinion des grossistes et détaillants enquêtés, la demande en produits a connu une baisse au deuxième trimestre 2017, ayant touché notamment les combustibles et les machines et matériel d'équipement. Quant à l'état de la trésorerie, il a été jugé «bon» selon près de 41% des grossistes et selon près de 14% des détaillants, essentiellement ceux de la matière première et demi produits et de la DQAEMP. Par ailleurs, il est jugé «moyen» selon plus de 50% des premiers et plus de 73% des seconds, particulièrement ceux de l'agroalimentaire et des machines et matériel d'équipement. Toutefois, plus de 78% des grossistes et plus de 20% des détaillants ont recouru à des crédits bancaires et la plupart des concernés n'a pas eu des difficultés à les contracter. A. H.

duits. Quant aux prix d'acquisition des produits, ils ont été jugés «plus élevés» durant le deuxième trimestre, selon les commerçants de l'agroalimentaire, des combustibles et lubrifiants et ceux des machines et

du matériel d'équipement, tandis que le reste des commerçants les juge plus stables. Par ailleurs, près de 72% des grossistes et près de 80% des détaillants enquêtés ont acheté leurs marchandises en première main,

alors que le reste, notamment ceux des textiles et de commerces multiples, les ont achetés en deuxième ou en troisième main. Le taux de satisfaction des commandes en produits est jugé supérieur à 50% par rapport aux

Constantine

Près de 8 tonnes de marchandises non conformes saisies

Au total 7,94 tonnes de marchandises non conformes aux normes requises, dont des produits périmés, ont été saisies durant le mois d'octobre dernier par la brigade de contrôle de qualité et de répression de la fraude de la direction du commerce de Constantine, selon un responsable de cette structure.

La valeur globale des saisies a été estimée à 4,5 millions DA, a indiqué Azzedine Ghomazi, précisant que la brigade de contrôle de la qualité et de répression de la fraude ont retiré du marché 3,8 tonnes de produits non conformes à l'étiquetage et des réducteurs de pression pour gaz non conforme aux normes de

sécurité. Pas moins de 340 infractions ont été établies au cours des 2.350 interventions effectuées par la même brigade pendant la même période à travers la wilaya de Constantine, a indiqué la même source, soulignant que plusieurs quantités de denrées alimentaires ont été saisies durant ces opérations,

notamment 6511 quintaux de viandes et ses dérivés, 5.835 quintaux de produits d'alimentation générale, 1.377 quintaux de fruits et légumes. La plupart des infractions enregistrées porte sur la commercialisation de produits impropres à la consommation, le manque d'hygiène et le défaut d'étiquetage notamment, indui-

sant un total de 338 procès-verbaux (PV) de poursuites judiciaires, a-t-il souligné. Six échantillons ont été prélevés pour être soumis aux analyses physico-chimiques et microbiologiques, a ajouté la même source, assurant que 60 commerces ont été proposés à la fermeture administrative. Zineddine L.

Autoroute Est-Ouest

Lancement prochain du chantier du dernier tronçon

Abdelghani Zaâlane, ministre des Travaux Publics et des Transports, a indiqué, avant-hier à Batna, que les travaux se rapportant au tronçon restant de l'autoroute Est-Ouest, long de 84 km, seront lancés «dans les prochaines semaines». S'exprimant en marge d'une visite de travail effectuée dans la wilaya de Batna, le ministre des Travaux

publics et des Transports a révélé que le chantier de réalisation du dernier tronçon de l'autoroute Est-Ouest, s'étendant de la commune de Dréan (El Tarf) aux frontières tunisiennes, «sera lancé avant la fin de l'année en cours», et ce, en application des instructions du président de la République. Et d'ajouter qu'en matière de services, «l'autoroute

répondra aux attentes des citoyens», notamment en qui concerne, a-t-il dit, la création d'un système de contrôle par caméra sur tous les tronçons et la mise en place de dispositifs d'avertissement et d'urgence ce qui permettra à ses usagers de se tenir informés de l'état du trafic. Il a, par ailleurs, précisé que «le péage ne sera appliqué qu'en

dernier lieu», une fois que tous les services seront mis en place, assurant que son prix sera à la portée de tous les automobilistes et que cette mesure a été prise pour financer l'entretien de cette autoroute. Il a, à ce propos, indiqué que trois groupements se chargent en ce moment de la réalisation de stations de péage à l'Est au Centre et à l'Ouest du

chantier. Concernant les travaux de maintenance, le ministre des Travaux publics et des Transports a rappelé que l'Algérie disposait actuellement de 126 000 km de routes dont 30 000 km de routes nationales ce qui impose, selon lui, l'entretien d'au moins 10% de ces routes par an.

Zahir R.

Accusés du vol de plus d'un milliard de centimes

Deux individus arrêtés dans la capitale

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont arrêté deux individus accusés d'avoir volé un milliard et 40 millions de centimes, a indiqué, avant-hier, un communiqué des mêmes services. Selon la même source, les deux individus ont brisé la vitre arrière du véhicule d'un citoyen et pris possession d'1 milliard et 40 millions de centimes se trouvant à bord.

Les enquêtes diligentées par la section de la lutte contre l'at-

teinte aux biens publics de la brigade criminelle de la circonscription centre de la police judiciaire qui s'est rendue sur place, ont permis d'arrêter les deux mis en cause, dont l'un est sous mandat d'arrêt. Ces derniers ont été présentés devant le procureur de la République qui a ordonné leur mise en détention provisoire, indique le communiqué.

Par ailleurs, les éléments de la Sûreté nationale ont effectué des descentes au niveau des

wilayas de Béchar, Alger et Boumerdès, ayant ciblé plusieurs quartiers, particulièrement les points noirs et endroits suspects, qui se sont soldées par l'arrestation de 57 suspects impliqués dans des crimes, notamment pour possession et trafic de drogue, comprimés psychotropes, boissons alcoolisées et port d'armes blanches prohibées, ajoute le communiqué de la DGSN. Sur la base d'informations faisant état de 3

individus s'adonnant au trafic de kif traité, les éléments de la brigade de lutte contre le trafic de drogue relevant du service de wilaya de la police judiciaire de Béchar, ont mis sur pied une opération qui s'est soldée par l'arrestation des suspects et la saisie, après une fouille au corps, de 1 280 kg kif.

Les éléments de la Sûreté de la wilaya d'Alger, ont arrêté 51 suspects et saisi 494 comprimés psychotropes, une importante

quantité de kif traité et 20 armes blanches. De plus, les éléments de la sûreté de la daïra de Bordj Menail relevant de la sûreté de la wilaya de Boumerdès, ont arrêté 3 individus et saisi 429 comprimés psychotropes.

Ces opérations s'inscrivent dans le cadre des efforts de la DGSN visant à resserrer l'état sur les bandes criminelles qui menacent la société, a conclu le communiqué.

A. S.

Energie

Sonatrach œuvre à optimiser les capacités nationales de gaz

■ Le président-directeur général du groupe Sonatrach, Abdelmoumene Ould Kaddour, a indiqué, à l'issue de ses visites à Hassi Rmel et Hassi Messaoud, que la compagnie pétrolière nationale œuvre aujourd'hui à optimiser les capacités de production nationale de gaz, d'autant que l'Algérie s'est engagée au titre de l'accord Opep non-Opep à réduire sa production pétrolière.

Par Mohamed Kh.

Le premier responsable du Groupe Sonatrach effectuait une visite d'inspection de plusieurs projets dans ces deux wilayas. A Hassi Rmel, M. Ould Kaddour a déposé la première pierre du projet boosting phase III, destiné pour accompagner la déplétion naturelle du gisement. «Nous avons visité à Hassi R'mel, le plus grand projet réalisé en Algérie et nous avons ainsi maintenu une compression de 60 milliards de mètres cubes (M³) de gaz par an», s'est-il félicité. M. Ould Kaddour, a insisté, lors de sa visite, sur l'impératif de respecter les délais mais aussi les coûts de réalisation. «Tous les projets que nous avons visités, tous sans exception, ont accusé des retards», s'est-il adressé aux responsables dudit projet. Selon lui, Sonatrach ne peut pas se permettre des retards en termes de délais, coûts et qualité. Ainsi, pour le premier responsable du Groupe Sonatrach, beaucoup reste à faire sur ces trois volets. «Le monde traverse des changements importants, et si on n'arrive pas à suivre ces changements, on sera dépassé», a-t-il



dit, ajoutant que «ce projet stratégique sera un exemple à suivre s'il sera réalisé dans les délais». Le P-dg de Sonatrach a, par ailleurs, mis l'accent sur la nécessité de recourir aux entreprises filiales du groupe dans la réalisation des projets. «Il faudrait réaliser nos projets par nous-mêmes. Ceci permettra de réussir le développement économique du pays», a-t-il souligné. Il s'est également enquis de

l'avancement des travaux du projet d'aménagement du DataCenter de Hassi Rmel. Ce système d'information devra permettre à Sonatrach de devenir efficace, a-t-il indiqué. «J'ai constaté depuis mon arrivée à Sonatrach que chacun travaille dans son coin. Cette situation ne peut pas continuer», a-t-il déploré. Le système d'information du Groupe Sonatrach doit, selon lui, être unique et unifié. La forma-

tion des jeunes pour préparer les futures générations figure également au centre d'intérêt du groupe, et ce, d'autant que la moyenne d'âge au niveau de la compagnie nationale pétrolière, a-t-il souligné, est de cinquante ans. A Hassi Messaoud, M. Ould Kaddour a visité le complexe industriel Sud (CIS), un champ qui produit une quantité de gaz associés d'environ 60 MMS m³ par jour dont 53 MMS m³ par

jour traités au niveau des unités GPL du CIS ET ZCINA. Dans le but de valoriser au plus les gaz produits, l'activité exploration-production, à travers la Direction générale Hassi-Messaoud, a initié un projet de deux millions de dollars, qui permettra d'injecter dans le réseau du gaz de vente une quantité traitée d'environ 20 MMS m³/J à partir du complexe industriel Sud. Ce projet a été lancé en septembre 2017. M. Ould Kaddour a également visité le projet de revamping des unités satellites. Le projet consiste, entre autres, à réaménager le réseau de collecte en amont et en aval des unités satellites par la pose d'environ 540 KM de pipes. Ces projets gaziers, faut-il le signaler, devront permettre au Groupe Sonatrach d'honorer ses engagements avec ses partenaires étrangers en matière d'exportation de gaz naturel. «Nous pouvons honorer nos engagements dans les contrats avec les partenaires extérieurs en matière de livraison de gaz naturel. Nous y travaillons et il n'y a aucune crainte là-dessus», avait-il signalé en octobre dernier, lors d'une visite dans la wilaya d'Adrar.

Salem K./APS

Naftal

Rénovation de plus de la moitié des stations-service

La Société nationale de commercialisation et de distribution des produits pétroliers (Naftal) a rénové et modernisé plus de la moitié de ses stations-service, tandis que le parachèvement de cette opération est prévu pour fin 2018, a indiqué à Alger son P-dg, Rachid Nadil. Ce programme de modernisation a été achevé, jusqu'à maintenant, au niveau de plus de 300 stations et se poursuivra jusqu'à la rénovation de l'ensemble des stations de distribution de Naftal vers fin 2018, a précisé M. Nadil à la presse, en marge d'une cérémonie de réception par sa société de 40 camions fournis par la Société Algerian motors

services Mercedes-Benz (SPA AMS-MB) relevant du ministère de la Défense nationale (MDN). Indiquant que les délais de rénovation varient entre 3 mois et une année pour chaque station-service, le même responsable a fait savoir qu'il existe plus de 2 300 stations-services à travers le territoire national, composées de 700 qui sont des propriétés exclusives de Naftal, 1 400 stations-service privées approvisionnées par Naftal, et de plus de 200 stations-service appartenant à d'autres sociétés de distribution. S'agissant de la consommation du GPL/C, M. Nadil a assuré que quasiment toutes les stations de Naftal assurent la dis-

tribution de ce type de carburant afin d'en augmenter la consommation et d'offrir des alternatives rentables aux automobilistes vu son prix bas par rapport aux autres carburants. La promotion du GPL, a-t-il poursuivi, figure parmi les priorités de Naftal qui est en train de procéder à la généralisation de l'installation du kit Sirghaz à travers la mise en place de centres de conversion de véhicules, ajoutant que les prix de ces kits tels qu'appliqués par cette société sont relativement bas comparativement aux autres opérateurs. L'installation du kit Sirghaz coûte 55 000 DA chez Naftal contre 70 000 DA chez d'autres opérateurs, alors

que les taxieurs bénéficient d'une réduction de 50%, a-t-il détaillé. A une question des journalistes sur les cas de présence d'eau dans les carburants tel que signalé par des automobilistes, M. Nadil a considéré qu'il s'agissait de «cas isolés» tout en notant que les carburants vendus par Naftal sont assurés et que les clients sont, en conséquence, indemnisés par les sociétés d'assurance dans de pareils cas. Pour rappel, Naftal a entamé un vaste programme de modernisation de ses stations-service, destiné essentiellement à assurer une plus grande autonomie en matière de stockage des carburants, à optimiser son

réseau de distribution et à augmenter la consommation de GPL/C.

A. O.

Bourse de Tokyo Le Nikkei ouvre en léger repli

MALGRÉ la progression de Wall Street la veille, la Bourse de Tokyo a ouvert hier en légère baisse, semblant toutefois reprendre son souffle après des gains élevés ces dernières semaines, qui l'ont hissée à des niveaux record depuis 21 ans. Victime de prises de bénéfices, l'indice vedette Nikkei a ouvert en recul de 0,13% à 22 518,75 points, tandis que l'indice élargi Topix abandonnait 0,12% à 1 790,54 points à l'ouverture. Sur le marché des changes, le yen s'appréciait par rapport au dollar, à raison de 113,74 yens pour un dollar contre 114,36 yens lundi après la clôture de la Bourse de Tokyo. Le yen remontait aussi face à l'euro, qui valait 132,09 yens mardi contre 132,80 yens la veille.

R. E.

Pétrole

Les cours terminent en hausse à New York à 57,35 dollars le baril

Le pétrole coté à New York a terminé en forte hausse, au plus haut depuis juillet 2015, sous l'effet de tensions en Arabie saoudite, premier exportateur mondial d'or noir. Le baril de light sweet crude (WTI) pour livraison en décembre, référence américaine du brut, a gagné 1,71 dollar pour terminer à 57,35 dollars sur le New York Mercantile Exchange. L'Organisation des

pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires sont liés à un accord de réduction de la production pétrolière qui vise à faire remonter les prix en limitant l'offre sur le marché. Le renouvellement de l'accord, qui engage pour l'instant ses participants jusqu'en mars 2018, devrait être au menu des réunions qui auront lieu le 30 novembre à Vienne. La tension

s'est également accrue sur le front géopolitique lundi, les autorités saoudiennes ayant accusé l'Iran d'être derrière un tir de missile de rebelles yéménites intercepté au dessus de l'aéroport international de Ryadh. Par ailleurs, la progression très forte des prix depuis plusieurs jours correspond à «une sous-estimation de la demande et une surestimation de l'offre plus tôt dans

l'année. Le marché commence à s'en rendre compte», a jugé M. Flynn. Très scrutée, la production américaine a notamment montré des signes de ralentissement vendredi, avec un nombre hebdomadaire de puits de forage actifs en baisse, de 737 à 729 puits, une donnée publiée par l'entreprise américaine Baker Hughes.

Agences

Constantine / Attribution des logements Cnep-Immo

Le dossier sera réglé «au plus tard début 2018»

■ Le dossier d'attribution des logements Cnep-Immo, dans la wilaya de Constantine, en instance depuis des années, «sera réglé au plus tard au début 2018», a indiqué le chef de l'exécutif local, Abdessamie Saidoune.



Par Ahlem N.

S exprimant lors de la cérémonie de remise des clés de 322 logements du type location vente Cnep-immo réalisés à l'unité de voisinage (UV) 18 à la nouvelle ville Ali-Mendjeli, tenue en présence des autorités civiles et militaires et le président-directeur général de la

Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (Cnep), Rachid Metraf, le wali a précisé que l'attribution de la totalité du programme de logements Cnep-Immo, réalisés en 2006, «se poursuivra et le dossier de ce programme sera fermé d'ici le début de l'année 2018». Il a ajouté que les 300 autres unités de la formule Cnep-Immo transférées au programme AADL 2 seront

attribuées «en attendant l'achèvement des procédures d'obtention des actes». S'agissant du projet de réalisation de 860 logements à l'UV 1, le même responsable a affirmé que des mesures ont été prises pour dynamiser les chantiers des travaux de réalisation des routes et des réseaux divers (VRD) avec l'objectif d'attribuer le programme «dans les plus brefs délais». Le

même responsable, soulignant les efforts consentis par les plus hautes autorités du pays dans le domaine du logement, a affirmé que son administration œuvre à donner «un nouvel élan aux chantiers des différentes formules d'habitations». M. Saidoune a souligné que les chantiers des logements publics locatifs (LPL), destinés aux habitants de la vieille ville, sont actuellement en phase des travaux d'aménagement extérieur et les efforts se déploient à travers «un suivi rigoureux sur le terrain» pour boucler le chantier de ces travaux. Qualifiant le dossier du logement dans la wilaya de Constantine de «lourd et sensible», le chef de l'exécutif local a également évoqué les dossiers du logement promotionnel aidé (LPA), social et participatif, affirmant que des instructions ont été données aux entrepreneurs à l'effet de «parachever les travaux d'aménagement extérieurs selon le calendrier arrêté». Il a affirmé que l'année 2018 sera celle de «l'attribution des différents programmes de logements dans la wilaya de Constantine». La cérémonie d'attribution de ces habitations dont les travaux ont été achevés en 2010, a été marquée par une ambiance festive des bénéficiaires, a-t-on constaté.

A. N./APS

Batna

Nécessité d'ouvrir la nouvelle gare routière «avant la fin de l'année»

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaâlâne, a insisté à Batna, sur la nécessité d'ouvrir la nouvelle gare routière de la ville «avant la fin de l'année en cours». A l'occasion de l'inspection de cette infrastructure, réceptionnée en 2013 et inexploitée à ce jour, lors d'une visite de travail effectuée dans cette wilaya, le ministre a affirmé qu'il était «inacceptable que cette gare routière qui a coûté 658 millions de DA à l'Etat demeure fermée», d'autant qu'elle a été réalisée dans un souci de réorganiser le transport urbain dans la capitale des Aurès. M. Zaâlâne a déclaré, à ce propos, que «le privé a été encouragé à investir dans le secteur des transports qui leur reste ouvert», faisant

remarquer qu'«une grande ville comme Batna a besoin de cette infrastructure à caractère public». Dans ce contexte, le ministre a donné des instructions en vue de l'ouverture des gares routières des communes de Merouana et Barika. M. Zaâlâne a également procédé, lors d'une cérémonie symbolique, à la remise d'attestations professionnelles au profit de 10 conducteurs de poids lourd, ayant suivi une session de formation dans ce domaine à Batna. Il a inspecté, en outre, le parc régional des travaux publics dans la commune de Djerma ainsi que les travaux en cours de réalisation de la voie de Batna en direction de l'autoroute Est-Ouest, dans la commune de Lazrou. A ce propos, M.

Zaâlâne a précisé qu'il a été procédé à la levée du gel de la tranche du projet relatif à Batna, s'étendant sur une longueur de 62 km, à travers les wilayas de Batna, Oum El Bouaghi et Mila, ajoutant que des efforts seront déployés pour lever le gel sur les deux tranches restantes car, selon lui, «la concrétisation de ce projet va renforcer la dynamique économique, non seulement à Batna, mais dans toutes les wilayas limitrophes». A noter que le ministre des Travaux Publics et des Transports a préalablement inspecté plusieurs projets relevant de son secteur dans les communes de Barika, Boumekr, Merouana, Batna, Djerma et Lazrou.

Said F.

Tizi-Ouzou

Inscription d'un programme d'aménagement de 380 km de pistes agricoles

Un programme d'aménagement de 380 km de pistes agricoles a été inscrit au profit de la wilaya de Tizi-Ouzou, a-t-on appris du conservateur des forêts. Ces travaux d'aménagement ont été décidés dans le sillage des mesures prises par l'Etat l'été dernier pour la réparation des dégâts causés par les feux de forêt qui ont touché certains wilayas du pays durant cette même période, a indiqué Moussa Tabti. Le financement de ce nouveau programme est pris en charge par le Fonds de garantie des collectivités locales (Fgcl) et couvrira l'ensemble des communes qui ont été touchées par les incendies de juillet der-

nier. «Nous essayerons de toucher un maximum de localités en tenant compte de la fréquence des feux», a souligné M. Tabti qui a précisé que le nombre des communes qui seront concernées sera défini par les fiches techniques qui sont en cours d'élaboration. Ce même responsable a rappelé que la Conservation des forêts de Tizi-Ouzou a ouvert depuis 2009, dans le cadre du programme de développement rural, près de 1 000 km de pistes. «Ces axes ont besoin d'un entretien pour la stabilisation de l'assiette et des talus, dégager les éventuels éboulements et refaire la plateforme et les fossés pour qu'ils

puissent rester fonctionnels plus longtemps», a-t-il relevé. L'objectif principal visé par ce programme d'aménagement de pistes est la remise en état de ces passages, faciliter l'accès des citoyens à leurs champs et par là même les encourager à reprendre l'activité agricole a indiqué M. Tabti, qui a également souligné que la reprise de l'activité agricole aura un effet préventif contre les feux de forêt puisque les parcelles qui seront défrichées et les vergers nettoyés serviront de pare-feu. En plus de ce programme portant réhabilitation de 380 km de pistes, le secteur des forêts a déjà bénéficié d'une autre opération d'aména-

gement de 48 km de pistes, inscrite au titre d'un programme doté d'une enveloppe financière de 321 millions de DA pour réalisation de travaux d'urgences pour la compensation des dégâts causés pour les incendies de juillet dernier, rappelle-t-on. En plus de ces opérations d'aménagement de pistes agricoles, le secteur des forêts a aussi bénéficié de l'inscription de travaux de plantation de 29 508 oliviers et de 34 458 autres arbres fruitiers, et de taille de régénération de 61 127 plants. Ces opérations ont été confiées à l'Entreprise régionale de génie rural Djurdjura, rappelle-t-on encore.

Souad B./APS

Sétif Plus de 15 000 postes d'emploi créés depuis janvier 2017

PLUS DE 15 000 postes d'emploi ont été créés dans le cadre des différents dispositifs d'emploi depuis le début de l'année en cours dans la wilaya de Sétif, a-t-on appris du directeur local de l'emploi. S'exprimant en marge d'une conférence de presse organisée au siège de la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac) à l'issue d'une journée d'information sur l'emploi, Mustapha Aoussi a indiqué que 15 406 demandeurs d'emploi ont été placés de janvier à septembre derniers. Durant la même période, 12 037 chômeurs ont été recrutés dans le cadre de la formule dite «classique», 1 403 sous la formule d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) alors 1 037 ont bénéficié de contrats de travail aidé (CTA), a précisé le même responsable. Il a également affirmé que 93 projets, financés par la Cnac, ont permis de créer 248 postes d'emploi, ajoutant que 187 autres projets, financés par l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) ont permis d'embaucher 681 demandeurs d'emplois. Plusieurs volets ayant trait à la question du travail, notamment la politique de l'emploi adoptée par les instances concernées et les facilitations octroyées aux jeunes pour la création de petites entreprises, ont été évoqués par le directeur de l'emploi au cours de cette conférence, à laquelle de nombreux employeurs, chefs de projets ont assisté. S'agissant des perspectives du secteur, M. Aoussi a qualifié le marché du travail de la wilaya de Sétif de «prometteur et d'encourageant» au vu de la création de plusieurs nouvelles zones industrielles, du lancement prochain de grands projets dans plusieurs domaines et de l'existence de sociétés étrangères susceptibles d'engendrer des milliers de postes à moyen terme. Les présents à la journée d'information sur l'emploi ont assisté à une visite au siège de l'Ansej au cours de laquelle les procédures de création et de concrétisation des projets ont été débattues avec des jeunes invités. Il est à noter que la conférence de presse sur l'emploi dans la wilaya de Sétif a été animée conjointement par les directeurs de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej), Tarek Belmilli, de la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac), Ibrahim Meziane Cherif, et de l'Agence nationale de l'emploi (Anem), Ibrahim Ben Youcef.

R. R.



Tunisie

Le parti Al Joumhourî se désolidarise du gouvernement de Youssef Chahed

■ Al Joumhourî affirme ne plus s'entendre avec le parti au pouvoir, Nidaa Tounes. Un retrait sans véritables conséquences, mais qui dévoile les faiblesses du gouvernement d'union nationale.

Ph. > D. R.



Par Fateh K.

Le secrétaire général du parti Al Joumhourî, Issam Chebbi, a annoncé ce lundi 6 novembre que son parti retirait son soutien au gouvernement d'union nationale. Il avait pourtant compté parmi les neuf partis (Nidaa Tounes, Ennahdha, Afek Tounes, Machrou Tounes, Mouvement Achaab, Al Moubadara, Al Joumhourî et la Voie démocratique et sociale, Al Massar) et trois organismes nationaux à avoir paraphé, en juillet 2016, le document de Carthage, qui édictait les priorités et la feuille de

route de l'exécutif, confié à Youssef Chahed en août 2016. Issam Chebbi justifie cet abandon par une incompatibilité avec le parti au pouvoir, Nidaa Tounes, et son directeur exécutif, Hafedh Caïd Essebsi. Au passage, Al Joumhourî perd Iyad Dahmani, ministre chargé des relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement, qui a prêté démissionner du parti le 4 novembre plutôt que de quitter la Kasbah. Membre du pré-carré de Youssef Chahed, qu'il connaît depuis 2011, le dissident d'Al Joumhourî pourrait être tenté de suivre le Chef du gouvernement

dans d'éventuelles futures péripéties politiques. Ne plus soutenir le gouvernement n'aura que peu d'effets négatifs sur Al Joumhourî. Au contraire. Le parti, qui avait enregistré en 2011 et 2014 des revers électoraux, aura ainsi les coudées franches pour s'inscrire dans l'opposition, bien que ne disposant que d'un siège à l'Assemblée tunisienne. Une situation qui lui permet d'aborder les municipales de 2018 et les législatives de 2019 en se prévalant non seulement d'une certaine indépendance vis-à-vis du gouvernement, mais aussi de la faculté de dire qu'il a

donné l'alerte en prenant ses distances avec le document de Carthage.

Difficultés à tenir le cap

Le départ d'Al Joumhourî ne changera rien à la marche du gouvernement mais entache l'image d'une union nationale soudée autour d'un exécutif annoncé comme celui de la dernière chance pour la stabilité de la Tunisie, qui a connu depuis 2011 pas moins de dix gouvernements. Mais ce retrait dit aussi toutes les difficultés du gouvernement à tenir le cap. Issam

Chebbi dénonce les pressions exercées par les deux partis majoritaires à l'Assemblée, Ennahdha et Nidaa Tounes, qui, à ce titre, entendent mener la danse de l'exécutif. Il met aussi Youssef Chahed en fâcheuse posture en lui souhaitant «*bon courage*» et en lui souhaitant également «*de s'affranchir des pressions des autres partis*». «*Al Joumhourî n'a plus de réelle influence*», assure un député du Front Populaire. Il est vrai que cette manœuvre, sans grandes conséquences, permet à Al Joumhourî d'obtenir de la visibilité le temps d'une conférence de presse. Il n'empêche que cette décision est une mauvaise publicité qui dévoile les faiblesses du gouvernement et va contribuer à alimenter les rumeurs et les interrogations sur sa fiabilité.

Ennahdha appelle à approfondir le dialogue sur la loi de finances 2018

Réuni à Tunis, le conseil de la Choura du parti Ennahdha a appelé à approfondir le dialogue entre les parties signataires du «Document de Carthage» sur le projet de loi de finances pour l'exercice 2018. Le conseil de la Choura a exhorté la classe politique à œuvrer en vue de parvenir à des compromis jugés, jusque-là, nécessaires pour préserver l'intérêt supérieur du pays, lit-on lundi dans un communiqué. Pour Ennahdha, le dialogue national est le seul moyen pour trancher les différends politiques et parvenir à un consensus permettant de sauver le pays, en proie à de nombreuses difficultés sociales et économiques. Le conseil de la Choura recommande de réduire le budget proposé à des niveaux raisonnables, de rationaliser les dépenses et de maîtriser la masse salariale. Il s'agit également d'opérer des réformes importantes qui devront toucher les caisses sociales, le système des établissements publics et de promouvoir le partenariat public-privé. Par ailleurs, le conseil de la Choura a invité le gouvernement à poursuivre ses efforts en matière de lutte contre la corruption, dans le cadre du respect de la Constitution et loin de toute sélection et règlement de compte. Ennahdha a plaidé pour un partage équitable des sacrifices entre toutes les parties, à renforcer la culture de travail et à encourager l'initiative privée. Dans un autre registre, le conseil a appelé le gouvernement à identifier de nouvelles sources pour financer le budget de l'Etat, citant, en exemple, l'émission de Soukouk (bons islamiques) qui ont prouvé leur efficacité dans de nombreux pays. F. K./APS

Libye

Des hommes armés attaquent le plus grand champ pétrolier

Des hommes armés ont attaqué le champ pétrolier de Sharara, le plus grand en Libye, pour des raisons inconnues, selon un responsable gouvernemental. «Des hommes armés ont attaqué la station 186 du champ pétrolier de Sharara et attaqué le personnel sur le terrain. Un certain nombre d'entre eux ont été battus et volés, mais la raison de l'attaque demeure inconnue», a déclaré le responsable à Xinhua. «Les forces responsables de la sécurité sur le terrain nous ont dit que les hommes armés ont profité de la faiblesse des mesures de sécurité et du manque de ressources des forces», a ajouté le responsable. Le champ pétrolier est toujours opérationnel malgré l'attaque, a confirmé le responsable. Sharara est le plus grand champ pétrolier de Libye, produisant environ 270 000 barils de pétrole brut par jour, soit plus du quart de la production de pétrole brut de la Libye, qui a atteint un million de barils par jour en août. Ce champ est géré par la société publique National Oil Corporation, en partenariat avec Repsol, Total et OMV. Sharara, située dans le sud de la Libye, a été rouverte en décembre dernier après deux années de fermeture par des gardes d'installations pétrolières.

La MANUL préoccupée par des

attaques contre une zone résidentielle à Tripoli

La Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) a exprimé ses inquiétudes concernant des attaques contre des quartiers civils dans la zone de Warshaffana, dans l'ouest de Tripoli. «La Manul s'inquiète des informations concernant des pilonnages aveugles contre des zones résidentielles à Warshaffana. La mission rappelle à toutes les parties leur obligation légale de protéger les civils», a déclaré la mission sur son compte Facebook. Bien que le gouvernement d'union nationale de Tripoli, soutenu par l'ONU, ne soit pas intervenu dans l'opération militaire à Aziziya, à 30 km au sud de Tripoli, afin de faire cesser les crimes dans cette ville. Ces forces ont pris le contrôle de la banlieue sud de la ville, obligeant les combattants rivaux de la zone à se retirer à l'intérieur de la ville, a confié plus tôt à Xinhua un responsable militaire. Le Premier ministre libyen, Fayez Serraj, soutenu par l'ONU, a mis l'accent sur la volonté gouvernementale de protéger cette zone des combats armés. Toutefois, un groupe armé allié au gouvernement de Tripoli, connu sous le nom du Bataillon des rebelles de Tripoli, la plus grande force militaire du gouvernement, a exprimé sa volonté de participer à toutes

les opérations militaires dans l'ouest de la Libye.

Trois soldats tués dans des affrontements avec des terroristes

«Trois soldats de l'armée et de ses forces de soutien ont trouvé la mort et trois autres ont été blessés dans la zone de Sidi Ekhrebish dans le centre de Benghazi, le dernier bastion des terroristes», a déclaré dans un communiqué le porte-parole des forces spéciales de l'armée, Milud Al-Zwai. Il a confirmé que l'armée était entrée en affrontement dimanche avec des terroristes dans un hôtel de la même zone. Après que le commandant de l'armée le général Khalifa Haftar a annoncé la libération de Benghazi des mains des extrémistes en juillet dernier, des dizaines d'activistes sont toujours dans la ville. Le porte-parole a révélé auparavant que l'armée était en train d'assiéger les terroristes dans une zone de moins d'un demi-kilomètre carré et que toutes les opérations militaires prendraient fin dès que l'armée aurait pris le contrôle de la zone. La Libye se trouve dans une situation d'insécurité et de chaos depuis 2011. Le pays fait face à l'escalade des violences et de la division politique.

R. M.



Afghanistan

Au moins 2 morts dans une nouvelle attaque contre un média

■ Un commando d'hommes déguisés en policiers a attaqué hier le siège de la chaîne de télévision Shamshad TV à Kaboul, tuant au moins deux personnes, dans un contexte de violence en plein essor dans le pays à l'encontre des journalistes afghans.



PHOTO: D. K.

Par Rosa C.

L'attaque, qui a été revendiquée par le groupe jihadiste État islamique, a duré environ trois heures, avant que les forces de sécurité afghanes, lourdement armées, n'y mettent un terme et ne libèrent les employés de la chaîne cachés dans l'immeuble. Les assaillants avaient auparavant fait usage de

fusils et de grenades, a constaté un photographe de l'AFP sur place. «L'attaque est terminée. D'après le commandant des forces spéciales, tous les employés qui étaient à l'intérieur de l'immeuble ont été sauvés», a fait savoir Shamshad TV, qui a immédiatement recommencé à émettre, une fois l'assaut terminé. «C'est une attaque contre la liberté de la presse, mais ils ne pourront pas nous réduire au

silence», a affirmé Abid Ehsas, le rédacteur en chef de Shamshad, interrogé par la chaîne concurrente Tolo depuis un hôpital de Kaboul où étaient soignés certains de ses collègues. D'après Shamshad, l'un des assaillants s'est fait exploser à la porte de l'immeuble, tandis que l'autre, lourdement armé, a d'abord ouvert le feu sur les employés, avant de se retrancher sur le toit et de viser les forces de sécurité. «J'étais dans mon bureau quand des hommes armés vêtus d'uniformes de police ont attaqué l'immeuble, a raconté Abid Ehsas. Ils ont tué nos gardes, sont entrés et ont commencé à tirer. La plupart d'entre nous ont pu

s'échapper. Certains ont été blessés et d'autres ont sauté par les fenêtres». Le photographe de l'AFP a vu les forces de sécurité tenter de faire exploser une partie du mur entourant l'immeuble de Shamshad TV afin d'y pénétrer. Il a aussi vu certains de leurs membres aider deux employés à sortir des lieux. La chaîne n'avait pas reçu de menace avant l'attaque, a ajouté le rédacteur en chef. Un journaliste de Shamshad, Faisal Zaland, avait déclaré à l'AFP avoir vu «trois assaillants sur les caméras de sécurité alors qu'ils entraient dans l'immeuble de la télévision». «Ils ont d'abord tiré sur le garde, puis ils sont entrés. Ils ont commencé à jeter des grenades et à tirer», avait-il poursuivi, ajoutant s'être échappé par une porte à l'arrière du bâtiment. D'après le porte-parole du ministère de l'Intérieur, deux gardes ont été tués et cinq personnes ont été blessées, dont un employé de Shamshad et quatre pompiers. Le groupe État islamique a revendiqué l'attaque via son organe de propagande Amaq. Le groupe jihadiste affirme avoir tué «vingt gardes et employés de Shamshad». Le porte-parole des talibans, Zabiullah Mujahid, avait auparavant nié dans un tweet toute implication des talibans dans l'attaque. Shamshad TV émet en langue pachtoune, la

deuxième la plus parlée dans le pays. Les violences contre les journalistes sont en forte hausse en Afghanistan, selon l'ASJC, une association de journalistes afghans, qui a dénombré 13 employés de médias tués en 2016, dont dix par les talibans. L'Afghanistan est le deuxième pays le plus dangereux au monde après la Syrie pour les reporters, estime l'ASJC. En janvier 2016, sept employés de Tolo TV, la principale télévision privée du pays, ont été tués dans un attentat-suicide contre un minibus de la chaîne. Les insurgés avaient justifié l'attaque comme une revanche contre la «diffusion de propagande défavorable à leur endroit». Dix journalistes afghans ont aussi été tués au cours des six premiers mois de 2017, une hausse de 35% par rapport à l'année précédente, dans la droite ligne de l'augmentation générale de la violence dans le pays, selon l'ASJC. Les attentats se multiplient depuis le début de l'année à Kaboul, frappée fin mai par sa pire attaque, qui avait fait au moins 150 morts. Trois attentats, dont un contre une mosquée chiite, ont fait au moins 75 morts les deux dernières semaines d'octobre dans la capitale afghane.

R. C.



Points chauds

Invitation

Par Fouzia Mahmoudi

L'une des premières mesures présidentielles de Donald Trump après son arrivée à la Maison-Blanche en janvier dernier a été de retirer son pays de l'accord de Paris sur le climat. Une décision qui a été formalisée en août dernier auprès de l'ONU. C'est peut-être là la raison pour la laquelle le président américain semble être mis sur le côté pour le prochain grand sommet sur le climat. En effet, à l'occasion des deux ans de l'accord de Paris sur le climat, la France organise un sommet le 12 décembre, qui se tiendra sur l'île Seguin, en banlieue parisienne. Emmanuel Macron l'avait annoncé lors du G20 cet été, pour remobiliser sur ce dossier. L'Élysée a indiqué cette semaine la participation de 2 000 personnes issues d'une centaine de pays invités, et de 800 organisations et acteurs publics et privés. Donald Trump ne fait pas partie des personnalités conviées «pour l'instant», a précisé un communiqué du palais présidentiel. «Pour l'instant, le président Donald Trump n'est pas invité», car les chefs d'État invités sont ceux «des États engagés dans la mise en œuvre de l'accord», a précisé la présidence française, qui conviera cependant des représentants du gouvernement américain. Interrogé sur l'utilité concrète de ce rendez-vous climatique supplémentaire et sur la possibilité d'obtenir des résultats en une seule journée, l'Élysée a affirmé qu'il était «nécessaire et important» pour renforcer la mobilisation internationale. «Mais ce ne sera pas une pledging conference (conférence avec des engagements officiels chiffrés)», avertit l'Élysée. Paris espère à cette occasion «construire des coalitions pour arriver à ce sommet avec des résultats concrets», notamment en créant des dynamiques avec les villes, les fonds d'investissement ou encore les banques de développement. «L'idée est de montrer qu'il y a de l'action, qu'il faut les accélérer et trouver de nouvelles sources de financement pour des projets très concrets. C'est très complémentaire de la COP 23», estime Paris. Le sommet se tiendra juste après la 23^e conférence de l'ONU sur le changement climatique, qui se déroule jusqu'au 17 novembre à Bonn (Allemagne). «Il faut dresser le bilan de notre trajectoire par rapport aux engagements de l'accord de Paris. Si nous n'accélérons pas nos efforts, nous n'arriverons pas à atteindre l'objectif d'une augmentation de la température limitée à 1,5 degré à la fin du siècle. Il faut redoubler d'efforts, un sursaut», selon Paris. Reste à savoir si cette «exclusion» de Trump poussera celui-ci à reconsidérer sa position sur la question environnementale ou si, au contraire, et au vu de son tempérament, cela ne poussera le dirigeant américain qu'à être un antagonisme dans ce débat.

F. M.

Fusillade au Texas

Le FBI pas informé par l'US Air Force de la condamnation du tueur

Devin Patrick Kelley, jugé pour violences conjugales, n'aurait pas dû pouvoir acquérir l'une des pires fusillades de l'histoire contemporaine des États-Unis. «Il y avait un différend dans cette famille», a toutefois avancé lundi Freeman Martin, un responsable des forces de l'ordre du Texas, expliquant que la belle-mère de Devin Patrick Kelley fréquentait cette église. Selon CNN, citant plusieurs amis de la famille, la grand-mère de la femme du tueur a été abattue dans l'église aux murs blancs typique de cette région. L'équipée sanglante de Devin Patrick Kelley a débuté vers 11h20, pendant l'office religieux du dimanche, lorsqu'il est entré dans le lieu de culte tout de noir vêtu, armé et protégé par un gilet pare-balles. Selon les forces de l'ordre texanes, 15 chargeurs d'une capacité de 30 balles chacun ont été retrouvés, vides, sur les lieux du crime. Le tueur, connu pour ses positions farouchement anti-religieuses, a notamment abattu un bébé de 18 mois, un garçonnet de deux ans ou encore une personne âgée de 77 ans. Deux personnes se trouvant à proximité de la scène du crime ont ensuite pris en chasse l'auteur de la fusillade. Stephen Willerford a d'abord

saisi son propre fusil AR-15 et a tiré sur le meurtrier qui ressortait de l'église, le blessant. S'en est suivie une course-poursuite d'une dizaine de minutes, Stephen Willerford, ayant demandé au chauffeur d'un pick-up qui faisait le plein à proximité de prendre en chasse le véhicule du tueur. Blessé au bras et au torse, Devin Patrick Kelley a appelé son père pour lui dire qu'il «n'allait pas s'en sortir». Après avoir eu un accident avec sa voiture, il a alors retourné son arme contre lui. Parmi les 26 morts figurent notamment huit personnes d'une même famille, dont une femme enceinte de cinq mois (dont l'enfant à naître est comptabilisé dans les 26 victimes) et trois de ses enfants. La fille du pasteur de l'église, âgée de 14 ans, a également été tuée. La tuerie, la pire dans l'histoire du Texas, n'a en tout cas que timidement relancé l'éternel débat américain sur la régulation de la circulation des armes à feu, que le président Donald Trump a voulu tuer dans l'œuf. «La santé mentale est le problème ici (...). Ce n'est pas une question liée aux armes», a-t-il déclaré à l'occasion d'une conférence de presse à Tokyo, dénonçant un «acte diabolique».



Bilan du Salon international du livre d'Alger

Le commissaire souligne l'impossibilité des statistiques

■ Le commissaire du Salon international du livre d'Alger (Sila) a déclaré, lundi, l'impossibilité de faire des statistiques sur les ventes réalisées lors du salon, soulignant que ce travail n'entre pas dans les prérogatives des organisateurs. Après avoir présenté le bilan de l'édition 2017 du Sila, Hamidou Messaoudi a répondu aux questions des médias qui ont touché beaucoup plus l'axe organisationnel.



Par Abia Selles

Lors d'une conférence de presse organisée lundi, le commissaire du Salon international du livre d'Alger a affirmé qu'*«il nous est impossible de faire des statistiques sur les ventes»*. Présentant le bilan de la vingt-deuxième édition du salon, le conférencier a précisé que les

statistiques sur les ventes réalisées par les éditeurs algériens «pendant» le salon échappaient à l'organisateur, estimant que le Sila équivalait à une grande librairie annuelle.

Interrogé sur les ventes du Sila 2017, Hamidou Messaoudi a affirmé qu'il était «impossible» pour l'organisateur du salon de fournir les données chiffrées sur les ventes des exposants algé-

riens pendant cette édition du salon et que seules les chiffres concernant les participants étrangers pourraient être «communiqués, prochainement (à l'organisateur) par les services des douanes».

Plusieurs éditeurs participant au Sila avaient relevé «l'importance des statistiques» pour déterminer le niveau du lectorat algérien, ses goûts et ses ten-

dances, alors que d'autres affirmaient avoir «proposé» de fournir les «données» sur leurs propres ventes.

Quelque 300 maisons d'édition algériennes sur un total de 972 avaient pris part au 22^e Sila, clôt dimanche.

Le commissaire est également revenu sur le traditionnel chiffre de visiteurs du Salon du livre que son commissariat fournit après chaque édition, le situant cette année à «près de 1,7 million».

Pour Messaoudi, cette affluence qui a connu un pic de «500 000 visiteurs le 1^{er} novembre», s'expliquait par le rôle du Sila qui comblerait, selon lui, le «manque flagrant» de librairies en Algérie.

Le commissaire a relevé d'autre part les conditions de travail «difficiles» au Palais des expositions des Pins-Maritimes (Safex), une structure qu'il juge «dépassée» et qui a besoin de d'être réhabilitée. Le commissaire du Sila a annoncé, en outre, que la Chine est l'invitée

d'honneur de la prochaine édition prévue du 24 octobre au 4 novembre 2018.

Inauguré officiellement le 25 octobre, le 22^e Sila a ouvert ses portes le lendemain pour accueillir le public pendant onze jours. A. S.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Seen Art Gallery (Dély Ibrahim, Alger)

Jusqu'au 26 novembre : Exposition «Bleu mystique» de Karim Meziani.

Galerie Mohammed-Racim (7, avenue Pasteur, Alger) Jusqu'au 9 novembre :

Exposition de l'artiste peintre Mohamed Chafa Ouzzani.

Institut français d'Alger (Alger-Centre)

Lundi 13 novembre à 19h30 : Chants lyriques

«Enchanteresses» avec la soprano Aurélie Loilier et la pianiste Qiaochu Li. Entrée sur carte d'accès.

Théâtre régional Abdelkader-Alloula (Oran)

Jedi 9 novembre à 19h : Concert «Enchanteresses» par la soprano Aurélie Loilier et la pianiste Qiaochu Li.

Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh (Ouled Fayet, Alger)

Samedi 11 novembre à 19h : Concert «Enchanteresses» par la soprano Aurélie Loilier et la pianiste Qiaochu Li.

Galerie d'art Dar El-Kenz (lot Bouchaoui 2, N° 325, Chéraga, Alger)

Du 11 au 25 novembre : «18^e Salon d'automne du petit format», avec la participation de 23 artistes dont Bettina Heinen-Ayech, Catherine Rossi, Djazia Cherrih, Safia Zouli, H'ssien, Rachid Talbi, Adlène Djeflal et Moussa Bourdine. La galerie est ouverte du dimanche au jeudi de 8h30 à 17h et le samedi de 10h à 17h. Le vernissage est prévu le samedi 11 novembre à partir de 15h.

Galerie des Ateliers Bouffée d'art (résidence Sahraoui, Les Deux-Bassins, Ben Aknoun, Alger)

Du 11 au 30 novembre : Exposition-vente d'œuvres des artistes Rachida Merzouk, Belkis Sergoua, Samia Merzouk, Karim Sergoua et Jaoudet Gassouma. Le vernissage est prévu le samedi 11 novembre à partir de 15h.

Piratage

Plus de 12 000 supports contrefaits saisis

Plus de 12 333 supports contrefaits ont été saisis à la faveur d'une campagne de contrôle contre les fraudeurs des œuvres artistiques au niveau de quatre wilayas de l'ouest du pays, a-t-on appris lundi du directeur régional de l'Office national des droits d'auteur et

des droits voisins (ONDA). Cette mission de contrôle effectuée par trois brigades a touché les wilayas d'Oran, Sidi Bel-Abbès, Relizane et Chlef, et s'est soldée par la saisie de 12 333 supports contrefaits dont des CD et des DVD, a indiqué à la presse Boucif Belhachemi, ajoutant que

cette campagne de lutte contre le piratage des œuvres artistiques s'est étalée du 17 octobre dernier au 5 novembre en cours avec le concours des services de sûreté des wilayas respectives. Selon la même source, cette opération coup-de-poing menée contre les fraudeurs de

produits artistiques a été effectuée conformément à la convention du 20 novembre 2012, signée entre la Direction générale de l'ONDA et la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), dans le but d'éradiquer ce fléau qui menace la créativité et la production artistique. L. B.

Rapatriment aujourd'hui de la dépouille de Mahmoud Zemmouri

Le défunt inhumé demain à Boufarik

La dépouille mortelle du cinéaste Mahmoud Zemmouri, décédé à Paris, devra être rapatriée aujourd'hui après-midi à Alger, a-t-on appris auprès du président de l'Association «Lumières», Amar Rabia.

Décédé samedi, le défunt sera inhumé demain après-midi à Boufarik (Blida), sa ville natale.

Mahmoud Zemmouri, au riche parcours cinématographique, devant et derrière la caméra, a réalisé plusieurs films dont

«Prends 10 000 balles et casse-toi» (1981), «Les folles années du twist» (1986), «De Hollywood à Tamanrasset» (1991), «L'honneur de la tribu» (1993, adaptation du roman de Rachid Mimouni), «100% arabica» (1997), «Beur, blanc, rouge» (2006), «Imarat El-Hadj Lakhdar» (série télévisée comique, 2007, 2008, 2009) et «Certifié Hallal» (2015).

Comme acteur le défunt a joué notamment dans «L'autre France» (1977) d'Ali Ghanem, «Tchao Pantin» (1983) de Claude

Berri, «La Smala» (1984) de Jean-Loup Hubert, «Commissaire Moulin» (épisode TV, 1989), «Julie Lescaut» (épisode TV, 1992), «Blanc d'ébène» (1992) de Cheikh Doukouré, «L'hexagone» (1994) de Malik Chibane, et «Munich» (2005) de Spielberg. Disparu à 71 ans, le défunt, qui était établi depuis 1968 en France où il a étudié le cinéma, a représenté l'Algérie dans de nombreux festivals internationaux.

F. H.

Afin de renforcer le développement cinématographique

Un accord signé entre l'Algérie et la Tunisie

Un accord de coopération visant à renforcer le développement cinématographique en Algérie et en Tunisie a été signé aujourd'hui. En effet, la directrice du Centre Algérien de développement du cinéma (CADC), M^{me} Chahinez Mohamadi, et la directrice du

Centre national du cinéma et de l'image (CNCI, Tunisie), M^{me} Chiraz Latiri, se sont rencontrées lundi à l'hôtel Majestic à Tunis, pour signer un protocole d'accord de coopération bilatérale en matière de cinéma. L'objectif premier de cet accord est de consacrer l'attention et les res-

sources nécessaires au domaine du cinéma afin de réaliser un développement réel dans la production cinématographique des deux pays. Selon le communiqué officiel, des échanges en formation seront mis en place dans le cadre d'une convention de coopération cinématogra-

phique concordante aux lois nationales des deux pays et de la Convention de coopération culturelle entre les États de l'Union du Maghreb, signée à Nouakchott en date du 11 novembre 1992.

M. K.



Coup-franc direct

L'assiduité et le sérieux

Par Mahfoud M.

La sélection nationale ouvre une nouvelle page avec l'arrivée d'un nouveau staff technique qui aura pour mission de redorer le blason des Verts. Il ne sert à rien maintenant de polémiquer sur la décision prise par le bureau fédéral quant au choix de ce staff, il s'agit maintenant de se mettre au travail pour préparer l'avenir. Ce staff réussira-t-il sa mission ? Il devra prouver sur le terrain qu'il est là pour relancer la situation et mener à bien la mission qui lui est confiée. Seul le sérieux, l'abnégation et l'assiduité paieront et rien d'autre. Le chemin sera long, parsemé d'embûches, et ce n'est pas en peu de temps qu'on rétablira la confiance avec les fans des Verts qui avaient perdu tout repère avec cette sélection qui n'a pas réussi à arracher le ticket de la qualification au Mondial malgré les gros moyens mis à la disposition des joueurs par l'ancienne direction de la FAF. On devra donc tous se regrouper derrière cette équipe appelée à préparer les prochains rendez-vous importants qui attendent et notamment la CAN 2019 qui ne sera pas une partie de plaisir.

M. M.

CAN-2018 de handball (préparation)

L'EN participera au tournoi de Doha en janvier

L'ÉQUIPE NATIONALE de handball prendra part au tournoi international amical de Doha (Qatar), prévu du 6 au 11 janvier 2018, dans le cadre de sa préparation à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2018 au Gabon (16-28 janvier), a appris l'APS lundi du président de la Fédération algérienne (FAHB), Habib Labane. «Nous allons participer à cet événement international qui regroupera, outre le pays hôte, l'Iran et Oman. Ce sera notre dernière étape préparatoire avant de nous envoler pour Libreville en prévision de la CAN-2018», a indiqué le premier responsable de l'instance du handball algérien. Le tirage au sort de la CAN-2018, effectué vendredi à Libreville, a placé l'Algérie dans la poule A aux côtés de la Tunisie (vice-championne d'Afrique), du Cameroun, du Congo et du Gabon, alors que le groupe B est composé de l'Égypte (tenante du titre), du Maroc, de la RD Congo, de l'Angola et du Nigeria. Les quatre premiers de

chaque poule se qualifieront pour les quarts de finale du tournoi. «Avant le tournoi du Qatar, il y aura un stage en Algérie et un autre à l'étranger, une manière de peaufiner notre préparation en vue de la CAN-2018 qui représente une échéance très importante pour nous», a-t-il ajouté. La FAHB a confié les rênes du Sept national au technicien croate Saed Hasanafendic, en remplacement de Salah Bouchekriou, parti de l'issue de la CAN-2016 disputée en Égypte. Longtemps en hibernation, l'équipe nationale vient de retrouver la compétition en prenant part au tournoi amical des Quatre nations, disputé à Tunis et soldé par trois défaites face à la Tunisie (33-22), l'Arabie saoudite (25-19) et le Bahreïn (24-22). Lors de la dernière édition de la CAN, l'Algérie avait terminé au pied du podium (4^e) après sa défaite en match de classement pour la 3^e place face à l'Angola (25-19), alors que l'Égypte s'était imposée en finale face à la Tunisie (21-19).

Tournoi Vantaa-Helsinki 2017 de lutte Le bronze pour Sid Azara Bachir

LE LUTTEUR algérien Sid Azara Bachir (-80 kg) a remporté la médaille de bronze en lutte gréco-romaine du tournoi Vantaa-Helsinki 2017, disputé les 4 et 5 novembre à Helsinki en Finlande, a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne de la discipline. Sid Azara Bachir avait également remporté la médaille de bronze lors des Championnats du monde juniors disputés à Mâcon (France) en septembre 2016. D'autre part, quatre athlètes de la sélection algérienne des luttes associées (libre et gréco-romaine) effectueront un stage de préparation à Bucarest (Roumanie), en vue des Championnats du monde (U-23), prévus du 21 au 26 novembre à Bydgoszcz (Pologne). Le staff technique national conduit par le Roumain Rusu Dumitru Cornell, Bendjada Maazouz (lutte gréco-romaine) et

Aoune Fayçal (lutte libre), a fait appel à Boudjemline Adem (GR -85 kg), Sid Azara Bachir (GR -80 kg), Laouni Abdennour (GR -59 kg) et Kherbache Abdelhak (LL -57 kg). Le rendez-vous de Bydgoszcz s'annonce important pour les lutteurs algériens qui auront l'occasion de jauger leurs capacités avec les meilleurs athlètes mondiaux de la discipline.

Pétanque/Mondial-2017 (juniors) Zerrouk prend la 5^e place

Le bouliste algérien Hmida Zerrouk s'est classé en 5^e position au tir de précision au Mondial-2017, juniors (garçons et filles), qu'après la ville de Kaihua (côte Est de la Chine), après sa courte défaite face au Thaïlandais Doninchai Kanasak (28-30), lundi en quart de finale du concours, rapporte le site de la compétition. Avec un brillant parcours aux tours qualificatifs dont le dernier gagné face au Malgache Daniel Rakotondrainibe avec deux passages, le premier avec 26 points et le second avec 46 pts, l'Algérien aura réalisé son

Equipe nationale

Les choses sérieuses commencent pour Madjer

■ Les choses sérieuses ont commencé pour le nouveau coach national, Rabah Madjer, qui dirige, depuis avant-hier soir, son premier stage à la tête de la sélection nationale pour le dernier match des éliminatoires du Mondial 2018 face au Nigeria qui se joue samedi prochain.

Par Mahfoud M.

Sur les 23 joueurs convoqués par le coach national, 15 étaient présents, alors qu'il y avait des absents pour cause de blessure. Les huit joueurs absents sont : Hilal El Arabi Soudani, blessé dimanche soir avec son club Dinamo Zagerb et qui n'a pas effectué le déplacement à Alger afin de se soigner, Zinedine Ferhat, qui a joué lundi soir un match avec son club, le Havre AC, et qui devait intégrer le stage hier matin, les cinq joueurs de l'ES Sétif (Mohamed Khoutir Ziti, Abdelmoumen Djabou et Chemseddine Nessakh), de la JS Kabylie (Houari Ferhani) et du CR Belouizdad (Abdelkadir Salhi) appelés à participer mardi à des matches en retard du championnat de Ligue 1 Mobilis et qui rejoindront le CTN de Sidi-Moussa le soir, ainsi que Carl Medjani, qui n'était pas encore arrivé, a intégré le stage à l'heure du dîner. Cette première séance a été plutôt ludique, avec un échauffement assuré par Djamel Menad, l'un des entraîneurs



Madjer essuie les plâtres

adjoints, suivi de différents jeux avec ballon pour les joueurs de champ, tandis que les deux gardiens de but présents, Faouzi Chaouchi et Chemseddine Rahmani, ont été soumis à un travail à part par Aziz Bouras, entraîneur des gardiens de but, assisté de Mohamed Haniched. Le tout s'est passé dans une très bonne ambiance et dans la bonne humeur, selon le site officiel de la FAF.

Deux séances d'entraînement sont au programme des part-

naires de Ryad
Mahrez mardi

D'autre part, le sélectionneur national Rabah Madjer et trois joueurs animeront un point de presse ce matin au Centre technique de Sidi Moussa. Les Verts poursuivront leur stage jusqu'à jeudi avant de s'envoler pour Constantine afin d'affronter les Super Eagles du Nigeria le 10 novembre à 20h30 au stade Hamlaoui de Constantine pour le compte de la sixième journée des éliminatoires du Mondial 2018.

M. M.

Les Super Eagles entament leur stage à Rabat

Les Super Eagles du Nigeria ont débuté, lundi à Rabat, au Maroc, leur stage de préparation en vue du match de qualification pour la Coupe du Monde 2018 contre l'Algérie, prévu le 10 novembre au stade Hamlaoui de Constantine pour le compte de la sixième et dernière journée des éliminatoires, groupe B. En prévision de cette rencontre, l'entraîneur Gernot Rohr a remplacé à la dernière minute le milieu de terrain Ogenyi Onazi (blessé) par le défenseur Kenneth Omeruo, tandis que Olanrewaju Kayode, l'attaquant du Girona FC, remplace Moses Simon, lui aussi blessé, selon le site de la Fédération. D'autre part, tout le staff technique sous la conduite de Rohr est arrivé dimanche à Rabat, aux côtés de quatre joueurs : Ahmed Musa,

Wilfred Ndidi, Mikel Agu et le gardien Ikechukwu Ezenwa. Lundi après-midi, les joueurs Oghenekaro Etebo, Alex Iwobi, Olanrewaju Kayode, Henry Onyekuru, Chidiobere Nwakali, Kelechi Iheanacho, Uche Agbo et Chidozie Awaziem sont arrivés à Casablanca et ont immédiatement rejoint le lieu du stage à Rabat. Par ailleurs, le capitaine de l'équipe, Mikel John Obi, ainsi que les gardiens de but Francis Uzoho et Daniel

Akpeyi, sont attendus mardi à Rabat. Vendredi, les Super Eagles, déjà qualifiés pour le Mondial-2018, sont attendus vendredi à Constantine, où ils affronteront les Verts au Stade Mohamed-Hamlaoui à partir de 20h30, dans un match sans enjeu. Samedi, l'équipe nigériane s'envolera à bord d'un vol spécial à destination de Krasnodar, la ville russe qui accueillera le match amical international mardi contre l'Argentine.

USM Alger

Sayoud, Hamzaoui et Meftah reviennent

Le meneur de jeu Amir Sayoud, l'attaquant Okacha Hamzaoui et le défenseur Rabie Meftah, rétablis de leurs blessures, sont opérationnels en vue des prochains matchs de l'USM

Alger, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football lundi sur son site officiel. Ces trois joueurs qui avaient manqué les derniers matchs du championnat, ont repris les entraînements avec le reste du groupe, souligne le club algérien. Du coup, ce trio est opérationnel en vue du prochain match de l'USMA à domicile face leader du CS Constantine samedi prochain, dans le cadre de la 11^e journée du championnat. L'USMA qui reste sur un match nul décroché sur le terrain de l'Olympique Médéa (1-1), pointe à la 9^e place au classement avec 12 points mais compte trois matchs en moins dont un face au voisin du MC Alger.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Contrebande/ Archéologie

Deux personnes arrêtées et de 54 pièces archéologique saisies à Mila

LA BRIGADE de recherche et d'investigation (BRI) de la sûreté de wilaya de Mila a saisi 54 pièces archéologiques dans la commune d'Ain El Beida Hrich (Mila), a indiqué avant-hier la cellule de communication et des relations publiques de ce corps constitué. Cette opération s'est également soldée par l'arrestation de deux individus, âgés respectivement de 28 et 31 ans, originaires de Mila, a précisé la même source, soulignant que l'opération de saisie a été effectuée à l'issue d'une enquête déclenchée sur la base de renseignements parvenus au service de la police dénonçant une

activité suspecte des deux mis en cause. Les pièces saisies constituant 46 pièces de monnaies et 8 pièces de diverses formes, provenaient des opérations de fouilles et faisant l'objet de commercialisation illicite, selon les informations communiquées de même source. Les pièces saisies sont d'«une valeur archéologique inestimable», selon l'expertise technique réalisée par les services de la direction de wilaya de la culture. Présentés devant le parquet, le premier mis en cause dans cette affaire de trafic a été incarcéré, alors que son acolyte a bénéficié de la liberté provisoire. Y. R.

Algérie-France

La Capitale abritera dimanche de la 4^e session du COMEFA

LA QUATRIÈME session du Comité économique mixte algéro-français (Comefa) se tiendra dimanche prochain à Alger sous la co-présidence du ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, et le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a indiqué hier un communiqué du ministère des Affaires étrangères. La quatrième session du Comefa se tiendra également avec la participation du ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Youfii, et le ministre français de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire. Cette session offrira l'opportunité aux deux parties de faire «une évaluation exhaustive de l'état de la coopération économique et d'examiner les perspectives de renforcement des partenariats en cours et de lancement d'autres par les opérateurs économiques des deux pays», a noté la même source. Par

ailleurs, dans le cadre des consultations bilatérales régulières entre l'Algérie et la France, MM. Messahel et Le Drian co-présideront la quatrième session du dialogue bilatéral sur les questions politiques et sécuritaires. Les deux ministres passeront, à cette occasion, en revue «les différentes questions inhérentes aussi bien au volet bilatéral que celles ayant trait à la situation régionale et internationale». A cet effet, ils examineront en particulier la situation en Libye, au Mali et dans le Sahel. Ils procéderont, également, à un échange de vues sur «les expériences dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et ses connexions, l'extrémisme violent et la dé-radicalisation», a précisé le communiqué. «Au cours de son séjour, la délégation française rencontrera de hauts responsables algériens ainsi que des membres du gouvernement», a ajouté la même source. B. R.

En possession d'une arme semi-automatique et de munitions

Un terroriste arrêté à Alger

UN TERRORISTE en possession d'une arme et d'un lot de munitions a été arrêté avant-hier à Alger par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les services de la Sûreté nationale, a indiqué, hier, le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte anti-terroriste et grâce à l'exploitation efficace de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) a appréhendé le 6 novembre (avant-hier), quatre éléments de soutien aux groupes terroristes à Batna, tandis qu'un terroriste en possession d'un fusil semi-automatique et d'une quantité de munitions a été arrêté à Alger en coordination avec les services de la Sûreté nationale», a précisé la même source.

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont saisi à Tébessa une quantité de munitions s'élevant à 3 100 cartouches de différents calibres, alors que deux contrebandiers, un camion, un véhicule touristique, 2 048 unités d'articles pyrotechniques et 6 576 unités de différentes boissons ont été interceptées à El Oued et Biskra». D'autre part, des détachements de l'ANP «ont intercepté, à Tamanrasset et In Guezam trente-et-un orpailleurs et saisi dix groupes électrogènes, dix marteaux piqueurs, un détecteur de métaux, 1 300 litres d'huile de table, tandis que 1 000 sachets de tabac ont été saisis à Béchar», a rapporté également le communiqué.

L'Arabie saoudite lance une purge dans les rangs supérieurs du royaume



Loumis

Djalou@hotmail.com

Attaque contre Ryadh

L'Algérie condamne «avec la plus grande fermeté»

■ L'Algérie a condamné avant-hier soir «avec la plus grande fermeté» l'attaque ignoble au missile balistique ayant ciblé samedi dernier la ville de Ryadh en Arabie saoudite, soulignant son soutien aux efforts de la communauté internationale, dans le cadre de l'Organisation des Nations unies (ONU), visant à trouver une solution pacifique inclusive au conflit du Yémen.

Par Ali K.

«**N**ous condamnons avec la plus grande fermeté l'attaque ignoble au missile balistique ayant ciblé samedi soir la ville de Ryadh au Royaume d'Arabie saoudite, semant la peur et la terreur parmi les citoyens», a indiqué le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Chérif, dans une déclaration à l'APS. «Nous exprimons notre totale solidarité avec le Roi, le gouvernement et le peuple du Royaume d'Arabie saoudite, et notons avec satisfaction qu'aucune perte humaine n'est à déplorer suite à cette attaque», a ajouté Benali Chérif. «Nous condamnons une fois de plus tout acte de nature à constituer une menace à la sécurité de

la région et à y alimenter la tension, et réitérons par là même notre soutien aux efforts de la communauté internationale, dans le cadre de l'ONU, visant à trouver une solution pacifique

inclusive au conflit secouant le Yémen, pays frère», a conclu le porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

A. K.

Tébessa

7 kg de drogue saisis dans une salle des fêtes

LA BRIGADE de recherche et d'investigation (BRI) de la Sûreté de wilaya de Tébessa a saisi 7 kg de drogue dans une salle des fêtes et une habitation, implantées dans la ville d'Ouenza, a indiqué avant-hier ce corps de sécurité.

Agissant sur information faisant état d'activités suspectes, les éléments de cette brigade ont lancé des investigations avant de perquisitionner une salle des fêtes et une habitation situées au quartier El Biyadha El Djadida et saisi 7 kg de kif, a précisé la même source.

L'opération effectuée avec la collaboration de la sûreté de daïra d'Ouenza a permis l'arrestation de deux personnes, a-t-on affirmé, soulignant que l'enquête se poursuit pour identifier d'éventuels complices dans cette affaire.

Gendarmerie nationale

11 trafiquants de drogue arrêtés

LES UNITÉS du groupement territorial de la Gendarmerie nationale ont arrêté 11 trafiquants de drogue et saisi 1 123 comprimés psychotropes lors d'opérations distinctes menées dans la wilaya d'Alger. Dans un communiqué publié hier, les unités de la Gendarmerie nationale de Bir Mourad Rais, Birtouta, Douéra, Dar El Beida et Chéraga, ont arrêté 11 trafiquants de drogue et saisi 1 123 comprimés psychotropes, outre la saisie de 725 g de kif.

Après l'ouverture d'enquêtes approfondies pour démasquer le principal fournisseur de ces stupéfiants, «les individus arrêtés ont été présentés aux autorités judiciaires et mis en détention au sein

d'établissements pénitentiaires». Dans le cadre de la mise en œuvre du plan tracé par le groupement territorial de la Gendarmerie nationale pour «lutter contre ce fléau, une série de mesures préventives ont été prises visant à sensibiliser aux dangers de ce phénomène sur l'individu et la société». «Un plan spécial a été mis en place qui souligne la nécessité de lutter contre les trafiquants de drogue et de comprimés psychotropes, afin de mettre un terme à leurs activités criminelles. Le travail effectué à cet effet a permis le démantèlement de plusieurs réseaux spécialisés dans le trafic de comprimés psychotropes», relève la même source.